

LA SÉGRÉGATION, OU LES MÉTAMORPHOSES HISTORIOGRAPHIQUES DU BARON HAUSSMANN

Cet article est extrait de l'ouvrage suivant :

Marie-Christine Jaillet, Évelyne Perrin et François Ménard dir., *Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité*, Plan urbanisme, construction et architecture, 2008, p. 51-64.

La pagination originale est donnée en italiques entre crochets

Alain FAURE

Université de Paris X-Nanterre

afaure@u-paris10.fr

Il y a beau temps que les historiens ont pris conscience que la ville n'est pas une toile peinte ou ne se borne pas à être un corps politique, mais constitue un espace. L'étude et la connaissance des processus de différenciation sociale en action dans l'espace urbain ont joué un rôle essentiel dans cette conquête historique de la perspective. La littérature qui en est sortie est vaste – et inégale –, et il ne sera pas possible ici d'en aborder toutes les facettes, notamment la façon dont les historiens rendent compte des coudoiements sociaux dans la ville, avant les grands processus du 19^e siècle responsables, ou réputés tels, d'une séparation de plus en plus prononcée des classes sociales dans l'espace urbain. La fameuse question de l'étage demanderait à être longuement exposée à la fois dans sa réalité et dans sa mythologie alimentée par d'éternelles (et fausses) références : le rôle attribué à l'ascenseur, l'évocation du *Pot-Bouille* de Zola, que sais-je ? Il s'est développé aussi une abondante historiographie sur la question des regroupements en ville selon l'origine des migrants, ce qui est une heureuse façon de compliquer, mais sans l'abandonner, la question de la division sociale de l'espace, mais nous n'en dirons rien ici.

"Différenciation sociale", "séparation des classes"... mais pourquoi donc ne pas dire d'emblée ségrégation ? C'est un mot gênant pour les historiens. D'abord, il n'est jamais employé en ce sens dans les documents, de quelle nature qu'ils soient, avant le 20^e siècle largement entamé, bien que naturellement les processus qui conduisaient à l'apparition de quartiers pauvres nettement distincts des autres au sein d'une ville soient connus et [51] nommés par les contemporains. Le fréquent évitement du mot par l'historien s'explique plus profondément par ce fait qu'en user serait forcément faire référence à l'existence ancienne d'une *politique* de l'État, ou des classes dirigeantes par le truchement de l'État, ayant pour but et pour effet la mise à l'écart systématique de la population la plus pauvre. Le mot évoque en effet irrésistiblement l'idée d'une construction cynique, d'un aménagement à la fois savant et brutal de l'espace réservé aux administrés de seconde zone. N'est-il pas lui-même le sous-produit langagier de l'urbanisme colonial, avant même toute référence à la

discrimination raciale en usage aux États-Unis¹ ? On comprend qu'un tel arrière-plan idéologique provoque des réticences : plaquer le mot à tout bout de champ sur les réalités complexes du passé serait bien souvent les fausser. A moins alors d'en user comme un mot un peu fort qui vise à souligner et à dénoncer le résultat final de processus divers mais convergents et aboutissant à une séparation spatiale des individus en fonction de la classe sociale. Et encore l'historien tient-il le plus souvent à souligner qu'il ne faut rien exagérer : à Rouen au 19^e siècle, par exemple, "malgré de violents contrastes, on ne peut [...] parler de ségrégation sociale"² ; à Limoges aussi en dépit de fortes et précoces concentrations d'ouvriers et de bourgeois ici ou là, "la ville échappe à la ségrégation"³. Il est vrai que, pendant toute une époque, nous le verrons, une telle prudence n'était pas de mise, mais le mot a toujours bien plus servi à qualifier l'effet de certains processus qu'à en éclairer le fonctionnement.

Hausmann pourfendu

Nous parlerons ici surtout de Paris : c'est là où l'historiographie est la plus abondante, et la capitale représente n'importe comment un point d'entrée obligé au sujet en raison du caractère célébriissime de l'épisode haussmannien, qui serait à la ségrégation ce que la machine à vapeur est à la révolution industrielle. Rien de plus banal aujourd'hui encore, pour qui veut dénoncer tout urbanisme ayant conduit à de vastes destructions dans le centre d'une [52] ville ancienne, que la référence à Georges Haussmann, préfet de la Seine entre 1853 et 1870, principal concepteur et metteur en œuvre des "grands travaux" qui, en effet, bouleversèrent la capitale au cours de ces années essentielles⁴. Même si l'on fait remarquer, avec un soupir, que la disparition d'une partie du vieux tissu était le prix à payer pour l'assainissement des centres et leur adaptation à la circulation moderne, on déplore hautement ce qui s'ensuivit partout où souffla l'esprit d'Haussmann, c'est-à-dire l'expulsion des pauvres vers des périphéries lointaines et mal équipées, premier pas vers les ségrégations contemporaines. D'ailleurs, est-il traditionnel aussi d'ajouter, s'il arrivait encore aux pauvres de se révolter, les larges avenues percées dans le centre étaient là désormais pour faire manœuvrer les troupes et tirer au canon. L'haussmannisation, vieille blessure de nos villes.

Chez les historiens de profession, pendant fort longtemps, Haussmann eut aussi mauvaise presse, précisément en tant que responsable de la séparation des classes engendrée par les grands travaux. Mais il y eut toujours plusieurs façons de parler du phénomène. Les uns se livraient à une sorte de déploration

1. On peut lire dans le *Larousse du 20^e siècle* – édition de 1933 – au mot ségrégation, rubrique hygiène : "Mesures qui consistent à isoler et à éloigner les logements européens des cases des indigènes, dans les pays chauds où règnent des pandémies ou des épidémies."

2. Jean-Pierre Chaline, *Les bourgeois de Rouen : une élite urbaine au XIX^e siècle*; Paris, FNSP, 1982, p. 167.

3. Pierre Lévêque dans le compte rendu d'un ouvrage de Philippe Grandcoing, in *Revue historique*, juillet 2004, p. 688.

4. Beaucoup d'ouvrages sont parus depuis dix ans sur le Paris d'Haussmann, qui souvent tournent à l'hagiographie du préfet, ou bien au pamphlet, ce qui ne vaut guère mieux. Les travaux de valeur sont au nombre de deux : Jean Des Cars et Pierre Pinon, *Paris-Hausmann : "le pari d'Haussmann"*, Paris, Éditions du pavillon de l'Arse et Picard, 1991, 365 p. ; Pierre Pinon, *Atlas du Paris haussmannien : la ville en héritage du Second Empire à nos jours*, Paris, Parigramme, 2002, 209 p. La thèse de Jeanne Gaillard – *Paris, la Ville (1852-1870)*, Atelier de reproduction des thèses, Université de Lille III et Honoré Champion, 1976, 676 p. ; réédition par Florence Bourillon et Jean-Luc Pinol, Paris, L'Harmattan, 1997, 528 p. – , reste une lecture indispensable.

négative : la décohabitation des riches et des pauvres aurait en quelque sorte ensauvagé ces derniers. Nous songeons par exemple à Georges Duveau, historien de la vie et de la pensée ouvrières, inspiré par le socialisme de tradition proudhonienne. Il écrivait en 1946, dans sa thèse, qu'avant Haussmann ouvriers et bourgeois se côtoyaient dans les mêmes maisons, mais, à la suite des grands travaux, l'ouvrier "n'habite plus le cœur de Paris" et se trouve "refoulé vers les faubourgs extérieurs". D'où un exil qui à l'époque constitue une formidable régression⁵:

"Libéré de cette tutelle bourgeoise qui, même sans qu'il s'en rendit compte, pesait sur ses mœurs, l'ouvrier prend possession de la rue avec une gouaille insolente ; il étale sa misère, il a à la fois moins de pudeur et moins de raideur qu'au temps où il rencontrait sur le même palier la femme du négociant ou du fonctionnaire. [53]

[...] Il ne pourra plus se familiariser directement, concrètement, avec l'existence bourgeoise qu'il se redessinera d'une façon mythique, d'une façon à la fois artificielle et haineuse. La fameuse *ceinture rouge* est en grande partie l'œuvre du baron Haussmann."

Évidemment rien de bon ne saurait sortir d'un tel divorce des classes. La "mixité" – Duveau n'emploie pas le terme, mais il existait déjà en ce sens – , avait donc à ses yeux valeur de pacification sociale et d'éducation morale des esprits rustres. Cette idée, forgée d'ailleurs au 19^e siècle – "Ah, dans les villes anciennes, celles d'avant la faute, la faute de la séparation, comme les hommes s'aimaient ! " –, se retrouve chez différents auteurs, d'esprit souvent très traditionaliste, tel Philippe Ariès : l'existence "dans des quartiers séparés" – les riches à l'ouest, et les pauvres à l'est – a entraîné l' "autonomie" de chaque groupe social et la naissance de "masses" réunies chacune par les mêmes "traits de mœurs", et qui s'ignorent les uns les autres et se détestent⁶, alors que "dans le vieux Paris de 1800", le mélange des conditions sociales dans les maisons et dans les quartiers faisait qu'il n'existait en cette cité "ni isolement individuel, ni uniformité collective." Haussmann avait inventé la foule solitaire. Certes, Ariès laissait le lecteur conclure, mais comment ne pas regretter une ville si respectueuse de la personne ? Par contre, Jean-François Gravier, géographe auteur d'un livre très lu en son temps par les historiens, n'y allait pas par quatre chemins lorsqu'il écrivait⁷ :

"En détruisant des centaines d'immeubles mi-bourgeois, mi-ouvriers pour construire Chaillot et la Plaine Monceau, en chassant les prolétaires vers la banlieue, le baron Haussmann a assumé une bien lourde responsabilité. Il a créé ces milieux fermés, imperméables l'un à l'autre qui font qu'un habitant de Passy doit se plier aux rites de la bourgeoisie, tandis qu'un habitant d'Aubervilliers, de Saint-Ouen, de Clichy, se trouve emprisonné dans un climat de tristesse et de pauvreté [...] Le prolétariat se définit moins par le chiffre d'un salaire que par une séparation géographique et morale du reste de la société."

⁵. Georges Duveau, *La vie ouvrière en France sous le Second Empire*, Paris, Gallimard, 1946, p. 344-345.

⁶. Philippe Ariès, *Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle*. Paris, Seuil, éd. 1971, p. 129-135, 144 (1^{er} édition : 1946).

⁷. Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*, Paris, Le Portulan 1947, p. 191.

Autrement dit, rassemblez les classes dispersées par l'action d'un urbaniste délirant, vous aurez résolu la question sociale en faisant renaître une morale commune. Haussmann, ou l'apprenti sorcier. [54]

Mais l'attitude la plus répandue chez les historiens dénonçant l'œuvre du baron fut plutôt d'en mesurer le rôle dans les mouvements révolutionnaires du siècle et finalement d'en faire un élément de l'histoire de la lutte des classes⁸. L'historiographie communiste tout d'abord. Pour elle, telle société, telle ville : "La reconstruction de Paris, réalisée [...] dans l'intérêt des classes possédantes" rendit tangible les "contradictions de classes existant [...] sous le régime bonapartiste."⁹ D'autre part, le peuple n'avait plus qu'à bien se tenir puisque l'esthétique des nouvelles avenues dissimulait le souci d'assurer "la pénétration de l'armée au cœur de Paris."¹⁰ Mais tout cela restait bien superficiel et rapide. Après mai 68, dans les années 1970, la sociologie urbaine en plein essor allait influencer directement, ou le plus souvent indirectement par la diffusion générale de ses thèmes et de ses thèses, nombre d'historiens, jeunes ou moins jeunes, mais tous sensibles à ce climat contestataire, quelles que soient par ailleurs leur préférences politiques personnelles au sein de la gauche ou dans les nébuleuses d'extrême gauche. Cette sociologie-là ne répugnait pas – les temps ont bien changé... – à s'appuyer sur le passé des villes pour mieux asseoir ses analyses et elle utilisait tout normalement le mot de ségrégation. La "rénovation" de Paris dans les années 1960 et 1970, vue comme la destruction sans vergogne des vieux faubourgs ouvriers et industriels hérités du 19^e siècle – ce qu'elle était d'ailleurs –, fut dénoncée comme de la ségrégation en train de se faire, là, sous nos yeux¹¹ :

"La rénovation est ségrégative en rejetant toujours plus loin de Paris les couches ouvrières de la population et en créant des micro-milieus pour classes aisées, ravivant ainsi en elles le sentiment hautain d'appartenir à une élite."

Mais surtout, le présent continuait, parachevait l'œuvre du passé¹² :

"Le Paris populaire du centre frappé à mort sous le Second Empire, réinstallé dans les arrondissements périphériques se voit aujourd'hui repoussé vers les grands ensembles des banlieues lointaines, vers les ersatz urbains que constituent les 'villes nouvelles'. Et ils sont remplacés dans la ville par les nouveaux possédants, par les cadres de la société capitaliste." [55]

L'histoire de la ville avait donc un sens. Nul ne l'exprima avec plus d'intelligence et de force que Henri Lefebvre, et la large diffusion de ses idées atteignit les historiens intéressés à ces choses, même si en réalité bien peu le

8. Nous reprenons ici en le développant un passage de notre article : "Urbanisation et exclusions dans le passé parisien (1850-1950)", in *Vingtième siècle*, juil.-sept. 1995, p. 58-69 ; nous utilisons aussi plus loin quelques phrases de comptes rendus publiés par nous sur divers ouvrages.

9. E. Jéloubovskaïa, *La chute du Second Empire et la naissance de la Troisième République en France*, Moscou, Éditions en langues étrangères, 1959, p. 71.

10. Jean Bruhat, Jean Dautry et Émile Tersen, *La Commune de 1871*, Paris, Éditions sociales, 1960, p. 26.

11. Francis Godard et alii, *La rénovation urbaine à Paris. Structure urbaine et logique de classe*, Paris-La Haye, Mouton, 1973, p. 66.

12. Jean Ceaux, "Rénovation urbaine et stratégie de classe. Rappel de quelques aspects de l'haussmannisation", in *Espaces et sociétés*, oct. 1975-janv. 1975, p. 30-31.

lurent et que les contacts directs furent parfois un peu rudes¹³. Il y avait en effet chez Lefebvre de quoi frapper des spécialistes assez peu enclins en général aux vastes synthèses et aux fresques. Dans les villes de la Renaissance, le *populo grasso* et le *populo minuto* "rivalisent en amour pour leur ville", vrai trésor commun, écrivait le sociologue-philosophe. Et, fallait-il comprendre, il en allait ainsi pour toutes les villes anciennes. Mais l'industrialisation en surchargeant les centres par l'afflux des ruraux, mit en péril la bourgeoisie maintenant au pouvoir. Juin 1848 explique Haussmann, lequel expulse les ouvriers des quartiers centraux et du même coup "détruit l'urbanité" qui en était l'essence¹⁴. Mais les liens traditionnels entre le pauvre et sa ville résistent à cette expulsion¹⁵ :

"[...] fait remarquable, cette ségrégation déjà très poussée n'a pas encore brisé l'image de Paris comme entité et unité sociales [...] Cette image splendide, si riche d'espairs et d'illusions, reste intacte. Le peuple de Paris continue à aimer Paris, ce lieu de corruption, de luxe et de luxure, cette accumulation fabuleuse de richesses qu'il a produites et dont on l'écarte, matériellement et spirituellement, économiquement et culturellement, en le reléguant loin du centre rayonnant de la Cité. Par la Commune, par les manifestations et les fêtes, par l'action militaire comme par les décisions des Communards, il va reconquérir son bien, et d'abord sa ville."

Cette idée d'une "reconquête" aussi extraordinaire que brève, répliquant à cette violente expulsion du centre et à la relégation générale des pauvres en des [56] périphéries éclatées, frappa les esprits et pénétra l'air du temps, si bien qu'on la retrouve en filigrane dans bon nombre des écrits suscités par le centenaire de la Commune de 1871. Citons un peu longuement Jacques Rougerie, qui, dans un des meilleurs livres du moment, *Paris libre*, écrivait ces lignes, au cours d'un chapitre intitulé précisément "Croissance de la Ville et ségrégation"¹⁶ :

" [...] les coupes chirurgicales [...] mêmes que le préfet baron a pratiquées dans le vieux Paris, la prospérité aussi de la capitale qui provoque un afflux croissant d'immigrants, posant un redoutable problème de logement, tendent à créer au sein de la Ville une implacable ségrégation. Elle se dessinait autrefois, mais [elle] est maintenant dangereusement claire [...] On constate à l'évidence la concentration des travailleurs au nord, au sud, et surtout, formidable, à l'est. Tandis que les aisés demeurent, en majorité croissante, dans le centre, que les riches - loi bien connue - vont s'établir toujours plus à l'ouest, les éléments populaires, ceux qui travaillent, se voient,

13. Nous songeons au colloque universitaire qui réunit une centaine d'historiens en mai 1971 pour le centenaire de la Commune de Paris et dont le principal organisateur fut Jacques Rougerie, historien que nous évoquerons plus loin. Lefebvre y présenta une communication- "État ou non-État ? " - où il concluait sur le fait que "la situation urbaine" dont témoignait la Commune "ne fait que s'aggraver depuis. La ségrégation de la classe ouvrière, loin des centres de décision, est devenue stratégie consciente". Il eut à subir les feux croisés de plusieurs historiens communistes qui l'accusèrent de formalisme (Jean Bruhat : " en ce qui concerne le problème de la ville et de la conquête de l'espace'... Encore une fois, ne confondons pas description et explication ! Qu'entendre par 'conquête de l'espace' ? "). Mais, sur le thème de la fête ou celui de la rue, Lefebvre avait manifestement l'oreille d'une partie de l'assistance. Voir le numéro 79 de la revue *Le mouvement social*, avril-juin 1972, "la Commune de 1871", p. 173-190 (communication et discussion).

14. Voir Henri Lefebvre, *Le droit à la ville I*, Paris, Anthropos, 1968, p. 17, 86-87...

15. Henri Lefebvre, *La proclamation de la Commune*, Paris, Gallimard, 1965, p. 133-134.

16. Jacques Rougerie, *Paris libre 1871*, Paris, Seuil, 1971, p. 17-18.

du fait de leur nombre, de l'étrécissement du Paris central par suite des transformations d'Hausmann, de la spéculation sur les terrains qui y règne et de la hausse ininterrompue des loyers, repoussés toujours plus à l'extérieur, hors de la 'vraie' Ville [...] C'est maintenant comme une ceinture rouge qui enserre, investit la Ville centrale, fer à cheval qui ne s'interrompt que des Ternes à Auteuil. Là les pires misères, les taux les plus élevés de mortalité, d'indigence, de maladies [...] La plèbe campe maintenant sur les Aventins de Montmartre et de Belleville, et menace de ces hauteurs déshéritées le plat pays plus riche des quartiers centraux.."

La ségrégation serait donc sortie toute armée des mains du baron : il aurait rendu le centre aux bourgeois, et assigné les ouvriers à résider dans les nouveaux faubourgs, tandis que l'ouest commençait à réaliser son destin – "la loi bien connue"...– de zone réservée à l'opulence. Nous n'avons pas ici à discuter ces points, soulignons le caractère abrupt, tranché, de l'analyse, à l'origine parfois de maladresses et d'erreurs. Ainsi Rougerie citait à l'appui de sa démonstration l'opinion d'un contemporain, Louis Lazare, qui avait parlé des "deux cités bien différentes et hostiles" nées des grands travaux, la ville ouvrière et la ville bourgeoise, mais, reprenant à son compte une citation historique faite par le même auteur, Rougerie continuait ainsi : "Un vieux texte des temps d'Henri IV disait de même : 'Il n'est pas bon que les dodus soient d'un côté, et les menus de l'autre' ". Or, ce texte, très en situation, est apocryphe, inventé par Lazare en son temps pour faire croire que les rois du passé, dans leur sagesse, avaient toujours répugné [57] à une politique de ségrégation au sein de leur bonne ville¹⁷. Le triomphe reconnu des desseins haussmanniens avait empêché l'historien d'apercevoir le piège tendu par sa source providentielle.

Puis le chapitre se terminait par la phrase suivante, écrite sous la dictée de l'heure, via Henri Lefebvre(d'ailleurs non cité)¹⁸ :

"La Commune de 1871, ce sera pour une large part, la reprise du Paris central, du Paris véritable, avec son Hôtel de ville, par les exilés des quartiers extérieurs, de Paris par ses vrais Parisiens, *la reconquête de la Ville par la Ville.*"

La Commune, refus armé de la ségrégation et prodrome des "luttues urbaines".

Hausmann à la loupe

Ces idées représentèrent un temps une sorte de pensée dominante chez les historiens. On vit même, en 1981, un auteur comme Louis Girard, homme fort peu extrémiste, citer au nombre des "critiques fondées" envers Hausmann et son œuvre la "légendaire ségrégation" créée par la transformation du centre de Paris¹⁹ : épisode bien réel et à ce point célèbre qu'il en était devenu une légende, donc... Et ce n'est pas Jeffry Kaplow, bon connaisseur du Paris populaire de la fin de l'époque moderne, qui l'aurait contredit. Comment, selon lui, expliquer la mort de la Saint-Lundi au 19 siècle, cette habitude ouvrière de chômer le lundi pour prolonger le dimanche et faire la nique aux patrons ? Ne cherchez pas : c'est, en partie, "l'effet de la rénovation urbaine menée par Hausmann", le rejet

17. Sur ce faux, qui valut d'ailleurs quelques ennuis à Lazare, voir Michel Fleury, "Les frères Lazare et le *Dictionnaire des rues...*", préface à la réédition du *Dictionnaire administratif et historique des rues et monuments de Paris*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1994, p. XVI-XVII.

18. Jacques Rougerie, *op. cit.*, p. 19 ; les italiques sont dans le texte.

19. Louis Girard, *La Seconde République et le Second Empire*, Paris, Hachette 1981, p. 184 (collection "Nouvelle histoire de Paris").

des travailleurs dans les quartiers périphériques faisant qu'après le travail, "l'ouvrier ne retrouve plus ses copains de métier." ²⁰ La légende était vraiment noire.

Ce thème du rejet allait montrer toutes ses limites avec un ouvrage écrit par un autre historien américain, John Merriman, publié en 1991 et traduit en français sous le titre de : *Aux marges de la ville : faubourgs et banlieues en France (1815-1870)*²¹ [58]. L'auteur partait du postulat qu'en de nombreuses villes françaises, dès cette époque, la population pauvre colonisait les périphéries et que par suite le centre bourgeois vivait en citadelle assiégée, entouré qu'il était par un chapelet de faubourgs et de banlieues sauvages ne rêvant qu'à en découdre avec lui, jusqu'à ce que, sous la Seconde République, ils soient mis au pas, embastillés ou annexés à la ville. 1848 est pour Merriman le moment où l'on solda cette phase primitive de la ségrégation, quoique le mot ségrégation apparaisse très peu dans son texte, du moins dans la traduction. Soit, mais l'ouvrage contient sa propre critique lorsque l'auteur passe aux études de cas. Il évoque parfois des villes sans véritable faubourg constitué – La Roche-sur-Yon –, ou bien des villes dont les faubourgs populaires étaient voisins de faubourgs qui l'étaient moins, et surtout le scénario de lutte qu'il brosse entre centre bourgeois et périphéries populaires, s'il se vérifie à l'occasion – Reims – est loin de rendre toujours compte de tout : les conflits religieux étaient souvent d'une extrême importance – Nîmes –, et ils n'épousaient pas forcément les frontières intérieures de la ville. Bref, la réalité faisait éclater le modèle. Pourquoi ? Est-ce une question d'époque choisie ? Affirmer, pour ce début de siècle, que la bourgeoisie occupait tout entiers les centres des villes, apparaît pour le moins hardi et hasardeux : les "barbares" étaient encore fort nombreux à peupler "les plis sinueux des vieilles capitales", à Paris ou ailleurs, et comment ne pas penser que le rythme et l'ampleur de ces départs différaient grandement d'une cité à l'autre, à supposer que toujours ils eurent lieu. N'est-ce pas aussi postuler que la lutte des classes implique une séparation physique des dites classes ? Merriman n'expliquait pas non plus pourquoi les périphéries dont il parlait étaient de peuplement populaire. Situation ancienne ? Rejet contemporain ? mais à la suite de quels mécanismes ? Et que faire des périphéries qui s'obstinaient à ne pas être populaires ? On voit donc combien dans les années 1990 le "placage" du schéma à la fois militant et parisien des années 1970 conduisait à une sorte d'impasse. Un renouveau de la réflexion s'imposait.

Un courant historiographique parisien, déjà ancien, allait y aider et conduisit en effet, peu à peu, de très pragmatique façon, à une révision critique de l'effet des grands travaux. La première étape fut la thèse de Jeanne Gaillard, soutenue en 1975²². Dans un chapitre intitulé cette fois : "Vers une redistribution de la population", elle remarquait que si "la rénovation urbaine" avait bel et bien [59] englouti des quartiers entiers – l'île de la Cité ou les Arcis, entre le Châtelet et l'Hôtel-de-Ville –, bien des "quartiers industriels" restaient debout, qui, une fois passé l'orage des travaux, pouvaient retrouver, aux côtés du nouveau Paris, comme une deuxième jeunesse, grâce notamment à la

²⁰. Jeffrey Kaplow, "La fin de la Saint-Lundi...", in *Temps libre*, été 1981, p. 115.

²¹. L'ouvrage original s'intitulait : *The Margins of City Life. Explorations on the French Urban Frontier, 1815-1851*, New-York/Oxford, Oxford University Press, 1991, 398 p. ; la traduction française, parue au Seuil, est de 1994.

²². Voir la note 4.

solidité de "la petite industrie des articles de Paris" qui gardait là emplois et personnel²³ :

"Donc la population proprement ouvrière, normalement ouvrière, tend à rester sur place. Tout indique que, refoulée par les travaux, elle ne va pas d'une traite jusqu'aux arrondissements extérieurs. A la place libre et aux loyers moins chers, elle continue de préférer la proximité du centre où se trouvent ses fournisseurs et ses clients."

Même les plus pauvres réussissaient à s'accrocher au vieux Paris :

"Les mille et une petites gens qui vivent moins des métiers proprement dits que des petits métiers de Paris s'éloignent peu du centre où sont leurs moyens d'existence. Chassés par les démolitions, traqués par les règlements, porteurs d'eau, revendeurs de hardes, porteurs aux halles, s'éloignent aussi peu que possible [...] Longtemps encore les chroniqueurs signaleront ces nids de marginaux enkystés à proximité du centre et dont certains comme la Mouffe, ont duré jusqu'à nos jours."

Certes, citant Rougerie, elle concédait qu'au bout du compte, les "habitants les moins chanceux finissent [...] par échouer dans les arrondissements extérieurs" : c'était là une réserve, non pas tout à fait de pure forme il est vrai, mais exprimée surtout pour ne pas avoir l'air de trop s'éloigner de la vulgate de l'heure.

L'idée était très stimulante et la sociologie urbaine aurait sans doute gagné à méditer l'ouvrage, à commencer par cette phrase où Gaillard parlait du "refus par les habitants d'un éclatement de la ville qui sera très long à entrer dans les mœurs." ²⁴ Le vaincu n'est-il d'autant plus beau qu'il a longtemps résisté ? C'est dans cette brèche ouverte par elle qu'une autre historienne, Florence Bourillon, est ensuite entrée pour conduire l'étude minutieuse d'un quartier en proie à l'haussmannisation, les Arts et Métiers, dans le 3^e arrondissement de Paris²⁵. Elle a parfaitement prouvé le maintien, en dépit des travaux qui ont percé et bouleversé le quartier, d'un réseau d'entreprises petites et moyennes, typiques de ce qu'on est convenu d'appeler – faussement d'ailleurs – la Fabrique parisienne, où l'atelier se coule [60] dans l'habitat et fait vivre tout un monde de petits patrons et de façonniers. Il n'empêche que la population du quartier baissa bel et bien, et cela au détriment des ouvriers : pas question pour eux de s'installer dans les immeubles neufs, et surtout – Bourillon y insiste aussi avec raison –, les loyers explosèrent dans les vieilles maisons qui subsistaient, et ce sont bien les petites rues du centre du quartier – les plus industrielles et les plus populaires – qui en proportion venaient en tête de cette hausse. Rester ? Pourquoi pas, mais au prix d'énormes sacrifices pour payer la plus-value foncière entraînée par les travaux. Dans un autre quartier étudié par elle, le quartier Saint-Victor dans le 5^e arrondissement²⁶, lui aussi très touché par les

²³. Jeanne Gaillard, *Paris la Ville...*, éd. 1997, p. 148-150.

²⁴. J. Gaillard, *Paris la Ville...*, éd. 1997, p. 154-155.

²⁵. Florence Bourillon, *Étude de la sociabilité dans un milieu pré et post haussmannien : le quartier des Arts-et-Métiers entre 1850 et 1880*, Thèse de 3^e cycle, Université de Paris-X, 1985, 699 p.-annexes ; voir la II^e partie de la thèse et les pages 100-126. Ce travail est resté malheureusement inédit, mais on peut en lire un résumé dans son article : "Grands travaux et dynamisme urbain : Paris sous le Second Empire", in A. Plessis, A. Faure et J.-C. Farcy, *La terre et la cité*, Paris, Créaphis 1994, p. 139-166.

²⁶. Florence Bourillon, "La rénovation du quartier Saint-Victor sous le Second Empire", in *Recherches contemporaines* (Université de Paris-X Nanterre), n° 2, 1994, p. 79-112.

grands travaux, elle nous décrit cette fois une réalité plus tranchée : une population a commencé à chasser l'autre et pour les pauvres, les emplois étaient trop rares pour qu'il vaille la peine de rester à tout prix, mais il est vrai que la ville ancienne avait encore, en ces parages, de beaux jours devant elle. Bref, l'haussmannisation ne s'est pas faite en un jour et elle n'a pas tout détruit sur son passage. Haussmann n'est pas Attila.

Cette très heureuse "rectification de tir" est poussée aujourd'hui très loin, au risque d'une nouvelle distorsion de la réalité, maintenant dans l'autre sens. Lisons attentivement ce qu'écrit précisément Florence Bourillon dans la conclusion d'un article récent consacré à l'expulsion des habitants du centre²⁷ :

"L'observation de la situation sous le Second Empire nuance fortement le phénomène de l'exclusion. Les mouvements de déplacements de population se font sur le temps long du demi-siècle sans doute, mais aussi bien au-delà et peut-être même en deçà comme le montrent les croissances inégales des arrondissements centraux entre 1841 et 1846. La période du Second Empire voit s'ajouter les effets de l'onde de choc issue des destructions du centre-ville aux lents déplacements le long des couloirs de développement urbain. Les destructions n'auraient que momentanément accéléré le phénomène tant la capacité de résistance des citoyens est forte, et l'adaptation de la ville, importante.

Ce sont donc les pesanteurs des pratiques urbaines qui frappent – on souhaite rester là où l'on est ou s'installer le moins loin possible – et, en ce sens, la mise en échec des stratégies décisionnelles."

Un lecteur non prévenu – et qui n'aurait pas lu la thèse de l'auteure – retiendra surtout de ce passage ce qui va à l'encontre de l'idée encore largement reçue [61], nous le disions en commençant, du baron expulseur de pauvres : les pauvres sont restés, ou s'ils sont partis, c'est qu'ils étaient sur le point de le faire²⁸. Haussmann n'a rien inventé et au fond rien décidé. Chez un excellent auteur influencé par Bourillon – en tout cas, il la cite beaucoup –, on pouvait lire cette phrase à la fin d'un passage intitulé : "Le 'dépeuplement' du centre" (tout est déjà dans les guillemets) : "La rénovation haussmannienne a sans doute sensiblement renforcé la ségrégation, déjà largement engagée, entre les quartiers, mais beaucoup moins que certains contemporains et certains historiens ont pu le dire."²⁹ Un pas de plus, et l'on viendra bientôt nous dire qu'Haussmann a été une parenthèse dans l'histoire sociale du peuplement de Paris...

Nous ne plaidons pas ici en faveur d'un retour aux schémas tout prêts des années 1970, mais voulons attirer l'attention sur le péril des nuances ajoutées aux nuances, qui peu à peu font perdre de vue l'original. Après cette phase nécessaire de repentirs, il faut maintenant rebâtir, c'est-à-dire conduire des recherches où les mouvements de la population et du bâti seront reconstitués

²⁷. Florence Bourillon, "Travaux et spéculation : l'expulsion des habitants du centre de Paris sous le Second Empire ?", in *Travaux et Recherches de l'UMLV*, n° 7, mars 2003, p. 143-171 (revue en ligne sur le site de l'Université de Marne La Vallée).

²⁸. Point de vue éminemment critiquable, mais ce n'est pas ici le lieu d'en discuter ; voir, pour qui le souhaite, notre article : "Spéculation et société : les grands travaux à Paris au 19^e siècle", in *Histoire, Économie et Société*, 2004, n° 3, p. 433-448.

²⁹. Pierre Pinon, *Atlas du Paris haussmannien...*, op. cit., 2002, p. 93.

sur des temps longs et à de vastes échelles³⁰. Or, l'époque ne se prête guère à de telles études : l'historiographie du moment, celui où nous écrivons, engluée en partie qu'elle est dans les questions d'images, de représentations et de mémoire, a perdu la foi dans les chiffres et dans les "réalités" dont la connaissance est pourtant le préalable à toute étude des "pratiques". Tout cela passera, mais, en attendant, Haussmann peut dormir tranquille.

A ce flou dans l'historiographie parisienne correspond aussi un certain flou dans l'historiographie des autres villes. L'importance du "modèle" haussmannien et la place en général de Paris dans les études urbaines – une place que certains pensent impérialiste –, conduit depuis déjà longtemps les auteurs d'études dites locales à placer la question de l'espace social par rapport à Paris : il y aurait en quelque sorte une échelle de ségrégation dont Paris occuperait le degré suprême. On ne compare pas vraiment les phénomènes, on les mesure à une aune commune, ce qui n'est pas la meilleure des méthodes. Ou bien – attitude inverse – on passe complètement sous silence l'épisode haussmannien et même tout ce qui, ailleurs, a pu y ressembler, pour penser une évolution "à l'américaine" des centres villes, comme dans cette page étonnante où Yves Lequin parle [62] de "l'abandon du centre à la pauvreté et à la dégradation" ; la bourgeoisie fuit les centres pour se pelotonner dans des banlieues choisies – "la richesse appelle de plus en plus la richesse", dit-il –, et il va même jusqu'à écrire³¹ :

"A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le centre historique des villes n'est souvent qu'un amas de taudis où les plus déshérités des manœuvres étrangers sont venus rejoindre le sous-prolétariat et où les tentatives avortées d'assainissement ou de transformation n'ont fait qu'ajouter à la dégradation du centre."

Le Second Empire et sa génération de préfets démolisseurs, les politiques conduites ensuite par maintes municipalités républicaines pour "assainir", c'est-à-dire démolir, tout cela n'aurait donc jamais existé !

Un vent frais est venu avec *La ville divisée*, un colloque organisé et publié en 1996 par Annie Fourcaut, et dont le sous-titre portait : *Les ségrégations urbaines en question*³². Il y a dans cet ouvrage maintes études de cas qu'il importe de lire et de méditer, mais précisément il n'y a que cela : des cas. Dans ce colloque consacré à la ségrégation, nulle définition n'en fut proposée. La ségrégation était prouvée en la nommant, en usant du mot, maintenant sans ménagement. On sent bien, chez plusieurs auteurs, les efforts déployés pour faire rentrer le mot dans leur analyse. Non seulement toute division sociale de l'espace urbain était baptisée ségrégation, sans une ombre d'hésitation, mais toute forme urbaine ou architecturale recevait ce qualificatif. Bien sûr, un pavillon de lotissement modeste a toutes chances d'être habité par une famille modeste, et on peut toujours dire que l'intention du lotisseur était ségrégative et que la forme elle-même crée la ségrégation, mais n'est-ce pas là une facilité, un artifice, une sorte de tautologie urbaine ? A ce compte, tout dans la ville est

³⁰. Nous en avons esquissé le début, par le biais de la mobilité, dans notre étude menée avec Jean-Claude Farcy, *La mobilité d'une génération de Français. Recherche sur les migrations et les déménagements vers et dans Paris à la fin du 19e siècle*, Paris, INED, 2003, XVI-616 p.

³¹. Dans : *Histoire de la France urbaine*, t. 4, Maurice Agulhon dir. : *La ville de l'âge industriel*, Paris, Seuil, 1983, p. 348-349.

³². Annie Fourcaut dir., *La ville divisée. Les ségrégations urbaines en question (France, 18e-20e siècles)*, Grâne, Créaphis, 1996, 465 p.

ségrégation. La croissance urbaine conduit forcément à une différenciation de l'espace qui ne peut être la reproduction à l'identique d'un prétendu noyau urbain primitif où le mélange aurait été parfait et les discriminations inconnues. Mais peut-on dire vraiment que différenciation et ségrégation soient bonnet blanc et blanc bonnet ? Bref, il a manqué à ce colloque un axe, une question ferme, posée à tous les participants, sur la nature profonde de l'objet et sur les mécanismes à l'œuvre. La diversité des échelles adoptées par les uns et par les autres – qui une forme du bâti, qui un quartier, qui une ville entière – n'a pas aidé à dissiper la confusion.

Donc, sur le plan des faits à récolter comme sur le plan des méthodes à suivre pour comparer entre les villes, l'historiographie hésite, tâtonne, avance à l'aveugle. Mais n'est-ce pas le propre de cette discipline ouverte aux vents [63] du présent, qui au fond déteste la théorie et se défie des systèmes, ou plus exactement se sert d'eux pour progresser, quitte à les abandonner ensuite sur le bord du chemin, comme une peau morte. Son irritant pragmatisme est une de ses forces. Elle aurait cependant tout à gagner au rapprochement le plus intime avec les disciplines du présent. Mais tant que pour ces dernières, l'historien sera seulement celui ou celle que l'on invite en levée de rideau d'un séminaire³³, avant de passer aux choses sérieuses, il manquera à tous quelque chose à la compréhension du réel. [64]

³³ A moins qu'il ne soit placé à la fin, comme dans un numéro récent de la revue *Espaces et sociétés* (le n° 108-109 intitulé "Espaces, modes d'emploi" et publié en 2002). A propos de cet article "un peu particulier", on pouvait lire dans la présentation générale : "Situé à la fin du dossier, ce onzième texte permet d'établir des liens entre les phénomènes contemporains de spatialisation de la vie sociale en milieu urbain et des phénomènes plus anciens de mobilité et d'ancrage de populations urbaines." Était-il donc si nécessaire de justifier la présence de cet article, et n'aurait-il été beaucoup plus judicieux de demander aux dix autres auteurs d'inclure le passé dans leurs analyses ?

A propos de ce texte

Le texte qu'on vient de lire résulte d'une intervention faite, le 8 janvier 2004, à un séminaire organisé par le Plan urbanisme, construction et architecture (PUCA), organisme du ministère alors encore dénommé des Transports et de l'Équipement. Ce séminaire était précisément intitulé "Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité", et les responsables en étaient Marie-Christine Jaillet et Évelyne Perrin.

Il n'était pas dans mon esprit de rédiger un texte à partir de cet oral. C'est sur l'insistance de Marie-Christine Jaillet que je m'y résolus, mais sans prendre le parti de tout refondre et reprendre. D'où ce texte, imparfait, trop rapide en sa dernière partie, mais qui a au moins l'intérêt de développer quelques réflexions sur une historiographie changeante.

La publication se faisant désirer, et au fond persuadé qu'elle ne se ferait jamais – l'expérience rend pessimiste en ces domaines –, je proposai ma prose à une jeune revue électronique au programme intéressant. Si je dévoile cette trahison, c'est d'abord pour témoigner du travail éditorial très sérieux de cette revue, à l'image je l'espère de beaucoup de ses consœurs, puisque je reçus deux évaluations anonymes, exactement comme c'eût été le cas pour une revue papier. Assurément, ceux qui pensent que les revues en ligne acceptent tout et n'importe quoi se trompent.

Voici la teneur de ces évaluations, contenant des avis et des critiques souvent pertinents. L'une était en français, l'autre en anglais

• La thèse centrale de l'article, la dénonciation des dérives d'une certaine histoire des représentations, a le mérite de la clarté et ne peut qu'être validée dans l'état actuel de l'historiographie urbaine.

Partant de l'usage historiographique du mot ségrégation, à partir de l'exemple classique de l'haussmannisation, l'auteur propose une analyse en deux temps. Dans un premier temps, il démontre que l'historiographie urbaine des années 1970 confondait parfois engagement militant et analyse des structures sociales urbaines, pour dénoncer la ségrégation a priori. C'est sans doute dans cette partie, que l'auteur est le plus convaincant, ainsi que dans la transition avec la seconde, où il rappelle le rôle joué par la thèse de Jeanne Gaillard. La seconde partie est consacrée à montrer combien l'historiographie des années 1980-1990 s'est éloignée – trop selon l'auteur – du schéma ségrégationniste. L'auteur utilise les travaux de Florence Bourillon et cite le colloque sur les ségrégations urbaines organisé à l'ENS au début des années 1990.

Cette seconde partie nous convainc moins, non pas que la thèse avancée soit discutable, mais plutôt parce que l'auteur mélange pour la démontrer des citations extraites d'ouvrages de nature différente (manuels généraux sur l'haussmannisation, articles de colloques, citations courtes extraites de leur contexte. On aurait aimé ici que le corpus choisi pour la démonstration soit plus homogène.

Dans le détail, l'article gagnerait à annoncer d'emblée son intention historiographique, en lieu et place du premier paragraphe qui balaie trop largement la question. Pour la première partie, on pourrait aussi citer les ouvrages de Michel Ragon (Histoire de l'architecture moderne) qui ont contribué très largement à diffuser le mythe de la ségrégation auprès d'un public large de sociologues et d'architectes. De même, le passage capital sur les travaux de John Merriman pourrait gagner en clarté, on ne saisit pas assez l'originalité de ces travaux. Dans la seconde partie, la démonstration est parfois trop affirmée. On ne peut pas dire aujourd'hui que les historiens considèrent que l'haussmannisation a été une parenthèse. Il faudrait étoffer le passage qui suit sur la question essentielle de l'échelle à laquelle on travaille et sur le déficit des études sociales

urbaines. On pourrait pour se faire utiliser la jeune école d'histoire culturelle urbaine que l'auteur ne cite pas. Le propos final sur le colloque *Ségrégations* paraît assez dur. Si ce colloque se refusait à donner des définitions, c'est parce que précisément l'histoire sociale urbaine était mise en cause au début des années 1990 et contestée par l'histoire culturelle. Il faut restituer ce passage historiographique majeur, quitte à en contester les dérivées actuelles. On aurait aimé enfin que l'auteur développe davantage l'apport de ses propres travaux, évoqués à la note 30

- *This is an interesting and elegant historiographic essay but it suffers from a structural weakness. The paper begins and ends with general questions concerning the concept of social segregation in urban history, how to measure it and at what scales - métropole, ville, arrondissement, quartier, îlot, bâtiment. Haussmann's remodellings of central Paris are taken as the entry point because 'they are to segregation what the steam engine is to the industrial revolution'.*

*Fair enough, but having taken the entry point the author doesn't use it to pursue those problematics of scale, evidence and method. We seem to be more interested in the discourse of Haussmannianism as a rhetorical trope than in the evidential basis from which scholars have arrived at their conclusions. The writer's criticisms of Annie Fourcaut's 1996 colloquium could in fact be levelled at his or her own treatment of the Haussmann/segregation literature. Besides, the literature review is incomplete, omitting some of the most significant empirical studies of the socio-economic impacts of the percements, from Maurice Halbwachs *Les expropriations et le prix des terrains à Paris 1860-1900* (1909) and *La population et les tracés des voies à Paris depuis un siècle* (1928) to Anthony Sutcliffe *The Autumn of Central Paris* (1970).*

In brief, I think the author should partially revise the central section of the paper on historiography of Haussmann's social legacy, reexamining the literature both sur le plan des faits récoltés and sur le plan des méthodes suivis.

Je répondis que l'apport, pour ce sujet, de l'"histoire culturelle", jeune ou traditionnelle, m'échappait, qu'Halbwachs n'était pas dans le sujet et surtout que je ne souhaitais pas reprendre le texte puisque cela m'amenait là où je ne voulais pas aller dès le départ. Les choses en restèrent donc là.

Aujourd'hui, à la réflexion, en parcourant l'ouvrage enfin paru, je me dis que j'ai fait fausse route en traitant pour un public non averti de nos débats la seule historiographie haussmannienne. J'aurais dû m'attaquer résolument, passant au crible la littérature existante, aux idées toutes faites sur la prétendue mixité d'autrefois dans les maisons (le mythe de l'ascenseur, *Pot-Bouille*, etc...), c'est-à-dire traiter, comme le suggérait d'ailleurs l'expert anglo-saxon, la question de l'échelle, en partant du plus petit pour aller au plus grand, conduire mes auditeurs de l'immeuble à la ville.

On peut lire dans l'introduction collective de l'ouvrage (p. 12) que la ségrégation "a toujours existé". Fort heureuse affirmation, mais sociologues, économistes et géographes ne le savaient-ils pas, ceux du moins (mais je les crois fort rares) qui s'étaient un jour posé la question ? Le texte ajoute – c'est là un écho de la discussion qui suivit mon intervention – que "l'immeuble haussmannien, célèbre pour la cohabitation de diverses classes qui aurait régné en son sein, ne faisait qu'ordonner d'une certaine manière la division sociale, entre les étages, entre le côté cour et le côté jardin."

Mon apport le plus clair à ce séminaire est au fond ce conditionnel : "*aurait régné*"... J'ai introduit le doute, mais sans modifier la représentation dominante et controuvée de l'étagement ! C'est fort maigre, et j'en suis le seul fautif.

Il faudrait reprendre le dialogue.